À propos de la valeur historique des pièces conservées à la bibliothèque de l'université Senshû (Tōkyō), dans la Collection des Documents de Michel Bernstein

Ômi Yoshiaki

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/4651>

DOI : 10.4000/lrf.4651

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Ômi Yoshiaki, « À propos de la valeur historique des pièces conservées à la bibliothèque de l'université Senshû (Tōkyō), dans la Collection des Documents de Michel Bernstein », *La Révolution française* [En ligne], 19 | 2021, mis en ligne le 01 février 2021, consulté le 04 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/4651> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lrf.4651>

Ce document a été généré automatiquement le 4 février 2021.

© La Révolution française

À propos de la valeur historique des pièces conservées à la bibliothèque de l'université Senshû (Tōkyō), dans la Collection des Documents de Michel Bernstein

Ômi Yoshiaki

Introduction

- 1 L'appellation « Collection des Documents de Michel Bernstein » désigne la « collection de documents historiques relatifs à la Révolution française » acquise par notre établissement, à l'occasion du 100^e anniversaire de sa fondation en 1977, auprès du Français Michel Bernstein-Rolin (1906-2003). Si elle a été nommée « Collection des documents de Michel Bernstein » (abrégé en CDMB par la suite), c'est que les pièces historiques qu'elle renferme ont été rassemblées pendant plus de quarante années par ce bibliographe et marchand de livres anciens. Elle est actuellement conservée dans la réserve de documents précieux, au 2^e étage de la bibliothèque universitaire (bâtiment 9), sur notre campus d'Ikuta, dans la ville de Kawasaki (département de Kanagawa).
- 2 Dans son entier, la CDMB compte plus de 47 000 documents historiques, ce qui, sur le plan quantitatif, la placerait au deuxième rang des établissements hébergeant en grand nombre des pièces relatives à la Révolution française, après celle de la Bibliothèque nationale de France, . Si l'on considère les documents selon leur forme, on peut y distinguer environ 37 000 pamphlets (dont une partie sont des publications régulières), quelques 4 000 manuscrits et autres originaux, des publications périodiques (dont le nombre de pages est estimé à environ 100 000, et qui incluent 150 grands journaux nationaux et 250 autres journaux régionaux), ainsi que plusieurs milliers de « pièces non répertoriées » (au moment de l'acquisition). Quant au contenu, on constate, même

en ne s'intéressant qu'à ses éléments les plus importants, que cet ensemble est une compilation parfaite des documents historiques fondamentaux, indispensables à toute recherche sur l'histoire de la Révolution française, tels que les lettres du Roi, les lois, ordonnances et autres arrêtés de la période révolutionnaire, les « minutes de l'Assemblée nationale constituante », « minutes de l'Assemblée législative », les « minutes de la Convention nationale », les éditions du journal *Le Moniteur*, etc.

- 3 À ce jour, le travail de mise en ordre élémentaire est achevé : un Catalogue de l'Histoire de la Révolution française par Michel Bernstein, comparé avec le Catalogue de la Bibliothèque Nationale, par André Martin et Gérard Walter – Kawasaki, tomes 1 à 5, 1979 ; tomes 6 et 7, 1980 ; tomes 8 et 9, Kawasaki, 2001 – (en quelque sorte un « inventaire provisoire des documents historiques ») a été publié, et est aujourd'hui utilisé par de nombreux chercheurs, tant japonais qu'étrangers). En outre, à l'exception des manuscrits, toutes les pièces sont désormais accessibles sur microfilm et leur exploitation a déjà commencé. Enfin, il est maintenant possible de prendre connaissance du titre et des informations bibliographiques de chacun des documents grâce à l'outil de recherche interne à notre établissement (OPAC), consultable également à partir d'un pays étranger.
- 4 Dans le cadre de la présente communication d'informations au sujet de cette Collection, je commencerai par présenter quelques-unes des caractéristiques d'un ensemble de documents, mises au jour grâce aux travaux de recherche dont la CDMB a fait l'objet jusqu'à ce jour. Mon attention se portera ensuite sur les pièces qui, dans cet ensemble, se rapportent aux développements qui ont marqué la pauvreté durant la période révolutionnaire, afin d'en cerner tous les aspects.

État d'avancement des recherches à ce jour

1 – À propos de Michel Bernstein

- 5 Dans le cadre des travaux de recherche sur la CDMB, il est un document qui mérite une attention particulière : je veux parler du mémoire rédigé par le collectionneur lui-même, et déjà publié également côté français (voir Michel BIARD et ÔMI Yoshiaki, « La collection Michel Bernstein (Université Senshû, Tokyo) », *Annales historiques de la Révolution française de la Révolution française*, 2011, n° 2, p. 193-210) : Michel Bernstein y expose de manière concise le cheminement de la tâche qu'il avait entreprise et les circonstances de la cession de sa collection à notre établissement. Son texte détaille les raisons qui ont motivé sa démarche de compilation, ainsi que son propre point de vue fondamental sur le sujet. Enfin, il permet aussi de comprendre partiellement les raisons qui l'ont poussé à céder en une seule fois la CDMB à une université privée d'Asie extrême-orientale. Ces différents points ont été mis en lumière dans l'analyse réalisée par Jean-Numa Ducange¹ en 2013 d'une part et, d'autre part, dans celle qu'il m'a été donné de publier en 2016².

2 – Vérification des informations sur les pièces historiques « ne figurant pas dans les collections de la Bibliothèque nationale de France »

- 6 L'une des tâches que nous avons accomplies a consisté à confirmer ou pas l'absence, dans les collections de la BnF, de certains documents que M. Bernstein, après avoir inventorié les pièces en s'appuyant sur le Catalogue des documents historiques en lien avec la Révolution française conservés là, avait considérés comme « ne figurant pas dans les collections de la Bibliothèque nationale de France ». La liste de l'ensemble des pièces ainsi répertoriées par lui comme « n'existant pas à la BN » a été dressée dans les volumes 6 et 7 de l'« Inventaire provisoire des documents historiques » mentionné ci-dessus ; elles sont au nombre de 12 920. Suivant la suggestion de M. Jean-Clément Martin, alors professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, nous avons utilisé, pour réaliser ces travaux côté français, les bases de données préexistantes qui permettent de retrouver les documents relatifs à la Révolution française entreposés à travers la France dans les archives et les bibliothèques, universitaires ou autres. Il s'agit des sites nommés BN-OPALE PPLUS et CCFr (BMR ou BASE PATRIMOINE). Cependant, et cela va sans dire, nous ne pouvons pas nier a priori l'existence de pièces identiques à celles de la CDMB dans d'autres bibliothèques ou dans des services d'archives nationaux, départementaux ou régionaux dont les catalogues n'auraient pas encore été numérisés : il est donc indispensable de poser comme préalable l'impossibilité d'affirmer en conclusion que les résultats de nos travaux sont « uniques ».
- 7 À partir de 2006, c'est Mme Maria Betlem Castellà i Pujols, à l'époque en poste à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, qui a aimablement accepté de procéder à ces vérifications, et ce jusqu'aux 5 066 pièces répertoriées dans le volume 6³ ; puis, j'ai sollicité Monsieur Thierry Alloin, directeur-adjoint des Archives départementales de Haute-Loire, qui a pris la relève à compter de 2009⁴.
- 8 Grâce à leurs recherches, l'existence dans la CDMB de 5 340 documents (14,3 %) qui, sans être « uniques » peuvent être considérés comme « rares », a été confirmée. Nous devons maintenant poursuivre ce travail minutieux de comparaison avec les informations relatives aux pièces historiques conservés dans les établissements tels que bibliothèques et services d'archives encore dépourvus de catalogues informatisés.
- 9 À ce jour, des recherches comparatives sont en cours dans les Archives départementales de l'Orne et de la Haute-Loire⁵. En outre, les remarques de M. Michel Biard sur les particularités des documents de la CDMB⁶ donnent des indications sur les orientations possibles en ce qui concerne l'exploitation future de cette collection.

3 – Publication partielle de certaines catégories de documents historiques de la « Collection Michel Bernstein »

- 10 Le deuxième objectif de nos travaux était la publication des données relatives à certains ensembles de documents représentatifs. Quant à la forme qu'elle devrait adopter, même s'il existait, à l'époque, un débat sur la numérisation des données, les divers départements concernés au sein de notre établissement n'étant pas parvenus à un consensus sur le sujet, nous nous sommes d'abord lancés dans la reproduction ou la réimpression de groupes de documents spécifiques.

- 11 Ce à quoi nous nous sommes attaqués en premier lieu, a été la publication d'un ensemble de pièces en lien avec les cahiers de doléances élaborés au printemps 1789. Suite au recensement des divers éléments constituant la collection, nous avons constaté l'existence de 263 documents, répartis comme suit : Clergé, 32 pièces ; Noblesse, 80 pièces – dont 2 manuscrits ; Tiers-État, 120 pièces – dont 2 manuscrits ; documents communs aux trois États, 12 pièces ; documents communs à deux États, 2 pièces ; États généraux et autres, 17 pièces. Cependant, pour des raisons budgétaires, la reproduction de ces documents dans leur totalité a dû être repoussée. C'est pourquoi seul le Cahier de doléances du bailliage secondaire du Puy en Velay, département de la Haute-Loire, a fait l'objet d'une reproduction⁷, tandis que le reste du projet de publication est resté en suspens.
- 12 Nous nous sommes ensuite intéressés à la publication des pièces issues de la Convention et en rapport avec les procès de Louis XVI, qui s'est concrétisée en 2008⁸. Cette partie de nos recherches a grandement bénéficié des apports de la brochure rédigée par feu Michel Bernstein lui-même à l'époque où il a acquis ces diverses pièces⁹. Nous avons en effet pu comprendre, grâce à ses notes, qu'il était entré en possession en une seule fois d'un lot de documents relatifs aux traques vengeresses lancées contre les députés favorables à la peine de mort pour Louis XVI, poursuites qui ont pris place après Thermidor et jusque pendant la Restauration, le tout ayant appartenu à Boissy d'Anglas, qui s'était efforcé d'aider les fugitifs à rester en vie.
- 13 Parallèlement, nous avons également progressé dans l'exploitation de la CDMB dans sa globalité, sans nous limiter à ces groupes de documents spécifiques. La liste des principales réalisations en la matière figure ci-dessous. Il va de soi que, concrètement, ces travaux sont un préalable aux reproductions futures d'ensembles de pièces spécifiques.
- 14 Michel BIARD, « Les documents concernant les sociétés politiques révolutionnaires dans la Collection Michel Bernstein de la Senshû University », *A. E. R. F. C. D. de M. Bernstein*, 2011, p. 1-9.
- 15 Michel BIARD, « Les sociétés politiques de la période révolutionnaire dans la Collection Michel Bernstein (Université Senshû, Tokyo) », *A. E. R. F. C. D. de M. Bernstein*, 2012/2013, p. 1-12.
- 16 Michel BIARD, « Un document inédit sur la protestation rouennaise contre la manifestation populaire aux Tuileries le 20 juin 1792 », *Annales de Normandie*, 61^e année, n° 2, juillet-décembre 2011, p. 115-124.
- 17 Michel BIARD, Philippe BOURDIN, Hervé LEUWERS et ôMI Yoshiaki, *L'écriture d'une expérience : Histoire et mémoires de conventionnels*, Paris, 2016.
- 18 KOI Takashi, « Étude comparative sur les accusés des tribunaux extraordinaires à Commune-Affranchie et Bordeaux sous la Terreur, et les victimes de la Terreur blanche du 15 floréal en l'an III à Lyon », *A. E. R. F. C. D. de M. Bernstein*, 2016, p. 1-32.
- 19 SEIGAN Kôbô, « La question coloniale et la paix perpétuelle ; Saint-Domingue, Sierra Léona, Egypte et Jérusalem », *A. E. R. F. C. D. de M. Bernstein*, 2017 / 2018, p. 31-42.
- 20 ôMI Yoshiaki, « Collection des documents de Michel Bernstein : Présentation de document (1) (*Doléances des femmes* [s. l.], [s. n.], 1789 <Tome 3533> », *A. E. R. F. C. D. de M. Bernstein*, 2017 / 2018, p. 43-50.

Panorama complet des documents ayant trait à la pauvreté

- 21 Aujourd'hui, nous avons choisi de porter notre attention sur un ensemble de pièces ayant trait à l'indigence. La perspective ici n'est pas seulement de mieux appréhender le processus d'apparition, pendant la période révolutionnaire, de la notion moderne de protection sociale ; ce choix s'explique aussi par la similitude de situation que nous avons cru déceler avec l'époque contemporaine, marquée par la survenue de nombreuses catastrophes naturelles en tous genres, causées par le réchauffement climatique, et les dégâts qu'elles entraînent.
- 22 Le gouvernement révolutionnaire en place au moment où œuvrait l'Assemblée nationale constituante avait commencé, fin 1789, à prendre certaines dispositions en vue de la mise en place d'un Comité de mendicité ; le 2 février 1790 se tenait une première réunion, destinée à établir la liste de ses membres ; puis, suite à l'examen de divers travaux préparatoires, le Comité était installé le 26 février de la même année et, le 26 avril, ses membres, répartis dans sept secteurs différents, ont entrepris de mieux cerner dans sa globalité la réalité de la pauvreté. C'est dans ce contexte qu'a été décidée une enquête sur les conditions réelles et les difficultés rencontrées par les indigents partout dans le pays, et ce sont les autorités de chaque département qui ont reçu l'ordre de la mener à bien. Lorsque le résultat de ces investigations locales a fait l'objet d'un rapport, le Comité de mendicité avait commencé à discuter de propositions de mesures concrètes destinées à lutter contre la pauvreté.
- 23 Le bilan de chacune de ces enquêtes peut aujourd'hui être consulté dans les Archives des divers départements. Par ailleurs, il est possible de connaître le détail de l'évolution du Comité de mendicité grâce à la compilation de documents historiques relatifs à cette institution éditée par Camille Bloch et Alexandre Tuetey¹⁰. On y apprend que, jusqu'au 27 octobre 1791, le Comité s'est réuni plus de 160 fois, qu'il a collaboré avec d'autres comités et a été très actif pour mener à bien ses objectifs, par exemple en sollicitant les services administratifs départementaux ou les associations de bienfaisance pour qu'ils procèdent aux enquêtes, et qu'il a rendu huit rapports à l'Assemblée nationale constituante.
- 24 Au total, 60 pièces relatives à la pauvreté ont été répertoriées dans la Collection Michel Bernstein, dont plusieurs, listées ci-dessous, concernent le Comité de mendicité :
- 25 Plan de travail du Comité, pour l'extinction de la mendicité, présenté à l'Assemblée nationale, en conformité de son décret du 24 janvier, par M. de Liancourt, député de Clermont en Beauvaisis, Paris, Imprimerie nationale, 1790. **(T. 1076. 1).**
- 26 Projet de décret présenté par les comités de mendicité, d'imposition, d'aliénation, et ecclésiastique, Paris, Imprimerie nationale, [1790]. **(T. 1593. 42).**
- 27 Premier rapport du Comité de mendicité : exposé des principes généraux qui ont dirigé son travail, par M. de La Rochefoucauld-Liancourt, Paris, Imprimerie nationale, 1790. **(T. 1023. 10, T. 3294. 5).**
- 28 Second rapport du Comité de mendicité : état actuel de la législation du royaume, relativement aux hôpitaux, et à la mendicité, Paris, Imprimerie nationale, 1790. **(T. 1045. 18).**

- 29 Projet de décret présenté par le Comité de mendicité, Paris, Imprimerie nationale, 1791. (T. 1594. 12).
- 30 Troisième rapport du Comité de mendicité : bases constitutionnelles du système général de la législation & de l'administration de secours, Paris, Imprimerie nationale, 1791. (T. 1076. 2).
- 31 Quatrième rapport du Comité de mendicité : secours à donner à la classe indigente dans les différents âges et dans les différentes circonstances de la vie, Paris, Imprimerie nationale, 1791. (T. 1076. 3).
- 32 Cinquième rapport du Comité de mendicité : estimation des fonds à accorder au Département des secours publics, Paris, Imprimerie nationale, 1791. (T. 1076. 4).
- 33 Sixième rapport du Comité de mendicité : sur la répression de la mendicité, Paris, Imprimerie nationale, 1791. (T. 1076. 5).
- 34 Septième rapport du Comité de mendicité, ou Résumé sommaire du travail qu'il a présenté à l'Assemblée, Paris, Imprimerie nationale, 1791. (T. 1076. 6).
- 35 Projets de décrets présentés à l'Assemblée nationale par son Comité de mendicité, Paris, Imprimerie nationale, [1791]. (T. 3406. 14).
- 36 Rapport ou Exposé des travaux du Comité des secours publics de l'Assemblée législative, par C. N. Beauvais, député du département de Paris à la Convention nationale, imprimé par ordre du Comité, Paris, Imprimerie nationale, [1792]. (1734. 32).
- 37 Évoquons également quelques-uns des documents qui abordent le thème des réponses apportées en cas de catastrophe naturelle. On peut penser qu'il s'agit de descriptions concrètes des mesures de lutte contre la pauvreté, qui constituaient l'un des objectifs du Comité de mendicité ou encore du Comité des secours publics, ainsi que les résultats d'enquêtes sur les indigents.
- 38 Les quatre pièces citées ci-après concernent des rapports et décrets au sujet d'incendies, d'inondations, et autres dommages d'origine naturelle.
- 39 La première, intitulée « Rapport et projet de décret sur les indemnités à accorder aux incendies de plusieurs départements, présentés au nom du Comité des secours publics, par M. Germignac, député du département de la Corrèze » (Imprimerie nationale, 1792 [T. 1821. 26]), fournit des informations sur les dégâts causés par des incendies sur l'ensemble du territoire français. Elle présente, pour chacun des départements, les circonstances dans lesquelles surviennent les incendies et le montant des préjudices subis. 292 491 livres ont été réparties entre les départements touchés par les feux, puis distribuées aux familles victimes des incendies par les autorités cantonales de chaque arrondissement, qui se sont appuyées sur les avis donnés par les personnes concernées dans les communes pour déterminer le montant des indemnités allouées.
- 40 La teneur de la deuxième pièce est clairement exprimée dans le titre : « Projet de décret concernant les secours à accorder à divers incendiés, présenté au nom du Comité des secours publics par M. Tenon, député du département de Seine et Oise » (20 mars 1792, [T. 1940. 23]). Les secours dont il est ici question sont destinés aux personnes ayant perdu leur logement du fait des incendies.
- 41 De même, le troisième document, qui a pour titre « Rapport et projet de décret, concernant les secours à divers incendiés de Raon-l'Étape, de George-lieu & de Bellac¹¹, présenté au nom du Comité des secours publics, par M. Tenon, député du département

de Seine-et-Oise » (20 mars 1792 [T. 1940. 24]), concerne le rapport établi au sujet des incendies qui se sont déclarés dans les communes de ces trois départements, ainsi que le traitement des demandes d'aide formulées sur la base des informations qu'il contient.

- 42 Enfin, le quatrième document, « Rapport et projet de décret sur la distribution des secours aux départements, présentés au nom du Comité des secours publics, par C.F. Bruno Siblot, député du département de la Haute-Saône » (Imprimerie nationale. [T. 1935. 26]), examine la situation dans chacun des départements victimes d'incendies, inondations et autres catastrophes naturelles, ainsi que les diverses entreprises publiques mises en place par ces départements pour donner du travail aux indigents des zones sinistrées. Sur cette base, tous les départements français y sont ensuite classés dans quatre catégories et des propositions avancées pour l'attribution de secours plus ou moins conséquents selon le groupe d'appartenance.
- 43 C'est ainsi que trente-neuf départements, dont la Vendée, l'Orne, la Moselle et l'Oise, qui ont dû faire face à d'importants désastres et où le degré de pauvreté est particulièrement élevé, ont été classés dans la catégorie de rang 1. Dix autres (Gironde, Basses-Pyrénées, ...), placés au rang 2, sont des départements dans lesquels la totalité ou la quasi-totalité des secours déjà alloués a été distribuée et qui sont considérés comme présentant une situation d'indigence constante. Au rang 3, figurent huit départements tels que le Calvados et la Côte d'Or, où des actions d'intérêt public efficaces, planifiées en continu, semblent porter leurs fruits. Enfin, les vingt-six départements restants (Corse, Paris, Hautes Pyrénées, ...) entrent dans la catégorie de rang 4, un groupe à propos duquel aucun rapport n'a été établi sur de quelconques sinistres d'origine naturelle, et aucune proposition de travaux d'intérêt public ne se justifient. Cependant, comme il est impossible de penser que la pauvreté y est complètement inexistante, chacun de ces départements se voit attribuer de manière uniforme la somme de 15 000 livres, de manière à ce que la population de ces zones ne soit pas défavorisée.
- 44 On le constate à la lecture de ces quatre documents, dans le cas des catastrophes naturelles aussi, la compréhension et le contrôle des dommages subis, ainsi que la mise en œuvre des moyens de secours à destination des populations sinistrées passent par les autorités administratives des départements et arrondissements. Cette façon de procéder perdure après l'instauration, le 29 octobre 1791, du Comité des secours publics. Cependant, comme le donne à penser le Rapport et projet de décret (T. 1875. 27) publié le 20 février 1793, les membres dudit Comité n'ont pas fixé dans le détail la manière dont les départements et arrondissements, chargés du contrôle et de la gestion des budgets en matière de mesures publiques d'aide, doivent coopérer avec les cantons et autres autorités locales de base. De ce fait, de « graves abus » sont signalés : les décisions d'attribution des secours étant devenues arbitraires, la répartition ne se fait pas en fonction des besoins des sinistrés ; les contribuables les plus importants se voient favorisés au détriment des pauvres qui ne perçoivent aucune aide ; etc.

Publication dans son intégralité du Tome 1845.43, T.1922.12

- 45 Pour finir, nous allons publier le texte intégral des deux propositions de décret citées ci-dessous, adressées aux victimes de catastrophes naturelles par le Comité des secours publics.

- 46 Rapport et projet de décret, fait et présenté au nom du Comité des secours publics, sur le mode de répartition des secours à accorder aux citoyens indigents qui ont essuyé des pertes par l'intempérie des saisons, par Elie La Coste, Paris, Imprimerie nationale, [1792] (T. 1845. 43).
- 47 Rapport et projet de décret, sur des dispositions additionnelles aux lois, des 20 février & 7 août 1793, relatives aux indemnités ou secours dus pour des pertes occasionnées par l'intempérie des saisons, incendies & autres accidents imprévus, par le C. Saint-Martin, député de l'Ardèche ; lus à la séance du dix-neuvième jour du premier mois de la deuxième année républicaine, [Paris], Imprimerie nationale, 1793. (T. 1922.12).

NOTES

1. Jean-Numa DUCANGE, « Michel Bernstein, retour sur une trajectoire singulière », *Annales des Études de la Révolution française et la Collection des documents de Michel Bernstein* (A. E. R. F. C. D. de M. Bernstein par la suite), 2012/2013, Centre d'Études des Documents de la Révolution française de l'Université Senshû de Tokyo
 2. : ÔMI Yoshiaki, « Collectionneur », dans Gilles Bertrand, Michel Biard, Alain Chevalier, Martial Poirson, Pierre Serna (dir.), *Collectionner la Révolution française*, Paris, 2016
 3. Maria Betlem. CASTELLÀ I PUJOLS, « Au-delà de la rareté... des merveilles : Deuxième analyse du tome VI du Catalogue de la Collection de Michel Bernstein », *A. E. R. F. C. D. de M. Bernstein*, 2009, université de Senshû.
 4. Thierry ALLOIN, « En terminant les recherches dans la Collection Michel Bernstein », *A. E. R. F. C. D. de M. Bernstein*, 2014/2015.
 5. Thierry ALLOIN, « Classement des documents relatifs au département de la Haute-Loire dans la Collection de Michel Bernstein », *A. E. R. F. C. D. de M. Bernstein*, 2010 ; *ID.*, « La valeur historique et patrimoniale de la collection Michel Bernstein », *A. E. R. F. C. D. de M. Bernstein*, 2017 / 2018
 6. Michel BIARD, « Les manuscrits dans la Collection Michel Bernstein, une source à (re)découvrir », *A. E. R. F. C. D. de M. Bernstein*, 2014 / 2015.
 7. ÔMI Yoshiaki, « Cahier de doléances du Tiers État de la ville du Puy », *Cahiers de la Haute-Loire*, 2009 ; *ID.*, « A propos de la liste des Cahiers de doléances de 1789 conservés dans la Collection des documents de Michel Bernstein », *A. E. R. F. C. D. de M. Bernstein*, 2016.
 8. CHIZUKA Tadami (dir.), *Opinions des conventionnels sur le jugement de Louis XVI, Recueil des Brochures conservées à la Bibliothèque de Michel Bernstein*, 6 vol. , Tokyo, 2008
 9. ÔMI Yoshiaki, « À propos de l'Inventaire de documents historiques de Michel Bernstein (brochures N° 12-14) », *A. E. R. F. C. D. de M. Bernstein*, 2016.
 10. Camille BLOCH et Alexandre TUETÉY, *Procès-verbaux et rapports du Comité de mendicité 1790-1791*, Paris, 1911, p. 847.
 11. Ces trois communes appartiennent, respectivement aux départements des Vosges, des Côtes-du-Nord, et de Haute-Vienne.
-

AUTEUR

ÔMI YOSHIKI

Faculté de Littérature
Université Senshû